

F. 96 — 2774

[C - 96/2772A]

5 DECEMBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu la loi du 21 juin 1937 relative à la création du Port autonome de Liège, modifiée par la loi du 10 janvier 1969;

Vu la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne;

Vu la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi, modifiée par la loi du 20 juin 1978;

Vu la loi du 20 juin 1978 portant création du Port autonome de Namur et modifiant la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi;

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, modifié par les décrets des 1^{er} décembre 1988, 4 juillet 1991, 29 octobre 1992, 7 juillet 1994, 24 novembre 1994 et 25 janvier 1996;

Vu le décret du 23 avril 1986 portant constitution d'une Société wallonne des Distributions d'Eau, modifié par les décrets des 5 novembre 1987 et 25 juillet 1991;

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, modifié par les décrets des 4 novembre 1993 et 26 mai 1994;

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif aux services de transport public de personnes en Région wallonne;

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne;

Vu le décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture;

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'Aide aux Communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 59;

Vu l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public;

Vu la délibération du conseil d'administration du Port autonome de Liège;

Vu la délibération du conseil d'administration du Port autonome de Charleroi;

Vu la délibération du conseil d'administration du Port autonome de Namur;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Société régionale wallonne du Logement;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Société wallonne des Distributions d'Eau;

Vu la délibération du comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 septembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 juin 1996;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 6 juin 1996;

Vu le protocole n° 89/10 du Comité commun à l'ensemble des services publics, établi le 13 novembre 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989 et par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant l'important retard apporté dans la procédure d'adoption de l'arrêté en raison de son passage en Comité commun à l'ensemble des services publics;

Considérant que l'adoption de l'arrêté ne peut plus souffrir aucun retard si l'on veut qu'il ait une portée quelconque;

Considérant la position du Conseil d'Etat qui estime que l'autorité administrative ne dénature pas la notion légale d'urgence par cela seul qu'elle juge que l'adoption d'une réglementation a, fût-ce par son fait, subi des retards;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

Artikel 1. Le présent arrêté s'applique aux agents :

1° des services du Gouvernement wallon;

2° des Cabinets des membres du Gouvernement wallon;

3° de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

4° du centre hospitalier psychiatrique Le Chêne aux Haies à Mons;

5° du centre hospitalier psychiatrique Les Marronniers à Tournai;

6° du Centre régional d'Aide aux communes;

7° de l'Institut scientifique de Service public;

8° de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

9° de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture;

- 10° du Port autonome de Charleroi;
- 11° du Port autonome de Liège;
- 12° du Port autonome de Namur;
- 13° de la Société régionale wallonne du Logement;
- 14° de la Société wallonne des Distributions d'Eau;
- 15° du Conseil économique et social de la Région wallonne.

Art. 2. L'article 8 de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public est remplacé par la disposition suivante :

« L'allocation de fin d'année est liquidée et payée en même temps que le traitement du mois de décembre de l'année considérée. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} décembre 1996.

Art. 4. Les membres du Gouvernement wallon sont, chacun pour ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 décembre 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON.

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

D. 96 — 2774

[C - 27724]

5. DEZEMBER 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. Oktober 1979 zur Gewährung einer Jahresendzulage an gewisse Inhaber eines zu Lasten der Staatskasse entlohnten Amtes

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 3, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Juni 1937 über die Errichtung des autonomen Hafens von Lüttich, abgeändert durch das Gesetz vom 10. Januar 1969;

Aufgrund des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region)

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Februar 1971 zur Errichtung des autonomen Hafens von Charleroi, abgeändert durch das Gesetz vom 20. Juni 1978;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. Juni 1978 zur Errichtung des autonomen Hafens von Namur und zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Februar 1971 zur Errichtung des autonomen Hafens von Charleroi;

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie), abgeändert durch die Dekrete vom 1. Dezember 1988, vom 4. Juli 1991, vom 29. Oktober 1992, vom 7. Juli 1994, vom 24. November 1994 und vom 25. Januar 1996;

Aufgrund des Dekrets vom 23. April 1986 zur Errichtung einer "Société wallonne des Distributions d'Eau" (Wallonische Wasserversorgungsgesellschaft), abgeändert durch die Dekrete vom 5. November 1987 und vom 25. Juli 1991;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des "Office régional de l'Emploi" (Regionales Amt für Arbeitsbeschaffung), abgeändert durch die Dekrete vom 4. November 1993 und vom 26. Mai 1994;

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus);

Aufgrund des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines "Centre régional d'Aide aux Communes" (regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden), mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zur gewähren;

Aufgrund des Dekrets vom 6. April 1995 zur Eingliederung von Personen mit Behinderung;

Aufgrund des Dekrets vom 6. April 1995 über die Verwaltung der psychiatrischen Kliniken der Wallonischen Region;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind, insbesondere des Artikels 59;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Oktober 1979 zur Gewährung einer Jahresendzulage an gewisse Inhaber eines zu Lasten der Staatskasse entlohnten Amtes;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des autonomen Hafens von Lüttich;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des autonomen Hafens von Charleroi;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des autonomen Hafens von Namur;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats der "Société régionale wallonne du Logement";

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats der "Société wallonne des Distributions d'Eau";

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsausschusses des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);
 Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture";

Aufgrund des Gutachtens des Verwaltungsausschusses der "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen);

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil économique et social de la Région wallonne";

Aufgrund des am 30. September 1996 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. Juni 1996 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 6. Juni 1996 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 13. November 1996 aufgestellten Protokolls Nr. 89/10 des den gesamten öffentlichen Diensten gemeinsamen Ausschusses;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der wesentlichen Verspätung, die die Verabschiedung des Erlasses infolge seiner Überprüfung durch den den gesamten öffentlichen Diensten gemeinsamen Ausschuss erlitten hat;

In der Erwägung, daß der Erlaß ohne Tragweite bleibt, wenn er nicht unverzüglich veröffentlicht wird;

In Erwägung des Standpunkts des Staatsrats, der davon ausgeht, daß die Verwaltungsbehörde den gesetzlichen Begriff der Dringlichkeit nicht falsch auslegt, wenn sie beurteilt, daß die Verabschiedung einer in Verzug geratenen Regelung dringlich wird, auch wenn sie selbst für diesen Verzug verantwortlich ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

Artikel 1. Der vorliegende Erlaß findet Anwendung auf die Bediensteten:

1° der Dienststellen der Wallonischen Regierung;

2° der Kabinette der Mitglieder der Wallonischen Regierung;

3° der "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées";

4° der psychiatrischen Klinik "Le Chêne aux Haies" in Mons;

5° der psychiatrischen Klinik "Les Marronniers" in Tournai;

6° des "Centre régional d'Aide aux Communes";

7° des "Institut scientifique de Service public";

8° des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi";

9° des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture";

10° des autonomen Hafens von Charleroi;

11° des autonomen Hafens von Lüttich;

12° des autonomen Hafens von Namur;

13° der "Société régionale wallonne de Logement";

14° der "Société wallonne des Distributions d'Eau";

15° des "Conseil économique et social de la Région wallonne";.

Art. 2. Artikel 8 des Königlichen Erlasses vom 23. Oktober 1979 zur Gewährung einer Jahresendzulage an gewisse Inhaber eines zu Lasten der Staatskasse entlohnten Amtes wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Die Jahresendzulage wird gleichzeitig mit dem Gehalt des Monats Dezember des betroffenen Jahres ausgezahlt. »

Art. 3. Der vorliegende Erlaß wird am 1. Dezember 1996 wirksam.

Art. 4. Die Mitglieder der Wallonischen Regierung werden, jeder in seinem Bereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. Dezember 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
 beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe
 R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes
 B. ANSELME

VERTALING

N. 96 — 2774

[C — 27724]

5 DECEMBER 1996. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 21 juni 1937 houdende oprichting van de autonome haven van Luik, gewijzigd bij de wet van 10 januari 1969;

Gelet op de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest;

Gelet op de wet van 12 februari 1971 houdende oprichting van de autonome haven van Charleroi, gewijzigd bij de wet van 20 juni 1978;

Gelet op de wet van 20 juni 1978 houdende oprichting van de autonome haven van Namen en tot wijziging van de wet van 12 februari 1971 houdende oprichting van de autonome haven van Charleroi;

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de Waalse regionale maatschappij voor de huisvesting, gewijzigd bij de decreten van 1 december 1988, 4 juli 1991, 29 oktober 1992, 7 juli 1994, 24 november 1994 en 25 januari 1996;

Gelet op het decreet van 23 april 1986 houdende oprichting van een Waalse maatschappij voor watervoorziening, gewijzigd bij de decreten van 5 november 1987 en 25 juli 1991;

Gelet op het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de Gewestdienst voor arbeidsbemiddeling, gewijzigd bij de decreten van 4 november 1993 en 26 mei 1994;

Gelet op het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut) voor het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet van 22 december 1994 houdende oprichting van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Gewestelijke Dienst voor de promotie van de land- en tuinbouw);

Gelet op het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een "Centre régional d'aide aux communes" (Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten) dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op artikel 59;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de autonome haven van Luik;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de autonome haven van Charleroi;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de autonome haven van Namen;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij);

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de "Société wallonne des Distributions d'Eau" (Waalse watervoorzieningsmaatschappij);

Gelet op de beslissing van het beheerscomité van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture";

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen);

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 september 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 28 juni 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 6 juni 1996;

Gelet op het protocol nr. 89/10 van het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten, opgesteld op 13 november 1996;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gezien de aanmerkelijke vertraging die bij de procedure voor de goedkeuring van het besluit is opgelopen doordat het eerst aan het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten werd voorgelegd;

Overwegende dat de goedkeuring van het besluit niet langer kan worden uitgesteld als men er nog enige betekenis aan wil geven;

Gezien het standpunt van de Raad van State die van mening is dat de administratieve overheid het wettelijk begrip dringende noodzakelijkheid niet verdraait enkel en alleen door te oordelen dat de goedkeuring van een reglementering vertraging heeft opgelopen, ook al is die vertraging aan haarzelf te wijten;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de ambtenaren van :

- 1° de diensten van de Waalse Regering;
- 2° de kabinetten van de leden van de Waalse Regering;
- 3° de "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées";
- 4° het psychiatrische ziekenhuis "Le Chêne aux Haies" te Bergen;
- 5° het psychiatrische ziekenhuis "Les Marronniers" te Doornik;
- 6° het "Centre régional d'aide aux communes";
- 7° het "Institut scientifique de service public";

- 8° de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;
- 9° de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture";
- 10° de autonome haven van Charleroi;
- 11° de autonome haven van Luik;
- 12° de autonome haven van Namen;
- 13° de "Société régionale wallonne du logement";
- 14° de "Société wallonne des Distributions d'Eau";
- 15° de "Conseil économique et social de la Région wallonne".

Art. 2. Artikel 8 van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, wordt vervangen als volgt :

« De eindejaarstoelage wordt samen met de wedde van de maand december van het betrokken jaar uitbetaald. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 december 1996.

Art. 4. De leden van de Waalse Regering zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 december 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

F. 96 — 2775

[C - 96/27723]

19 DECEMBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la perception de la taxe sur le déversement des eaux usées autres que les eaux usées industrielles

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, modifié par les décrets des 25 juillet 1991, 23 décembre 1993 et 7 mars 1996;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 octobre 1990 déterminant les conditions de restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées autres qu'industrielles;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 janvier 1991 relatif à la perception de la taxe sur le déversement des eaux usées autres qu'industrielles;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 septembre 1991 déterminant les conditions d'exemption de la taxe sur le déversement des eaux usées agricoles assimilées aux eaux usées domestiques;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 février 1992 déterminant les conditions de restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées agricoles assimilées aux eaux usées domestiques;

Vu l'accord d'AQUAVAL;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Sur proposition des Ministres qui ont respectivement le Budget et les Finances et la Politique de l'eau dans leurs attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 janvier 1991 relatif à la perception de la taxe sur le déversement des eaux usées autres que les eaux usées industrielles est modifié comme suit :

Le distributeur verse dans les trente jours qui suivent la fin de chaque trimestre civil, le produit intégral de la taxe perçue au cours du trimestre civil qui précède. L'indemnité forfaitaire visée à l'article 2 est fixées à 55 francs (hors T.V.A.).

Art. 2. L'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 janvier 1991 relatif à la perception de la taxe sur le déversement des eaux usées autres que les eaux usées industrielles est modifié comme suit :

« Le distributeur facture ses prestations à la Région wallonne simultanément au versement du produit intégral de la taxe perçue en indiquant le nombre d'avis de paiement émis. Le fonctionnaire désigné à cette fin par la Région wallonne pourra procéder auprès du distributeur aux contrôles de concordance relativement au nombre d'avis servant de base à la facturation de ces prestations.

La Région wallonne paie les factures du distributeur dans les soixante jours de la réception par l'administration desdites factures. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 1996.